

## Exposé à l'université d'automne du WWF 21 octobre 2007

La question à laquelle nous devons réfléchir pendant ce colloque est : « Copenhague, pourquoi les gouvernements des pays industrialisés n'en font-ils pas plus ? ». Je crains qu'il s'agisse de ces questions dont on feint d'ignorer la réponse, alors même qu'on la pressent ou qu'on la connaît. Et comme c'est précisément le thème auquel j'ai réfléchi, je vais vous donner mon point de vue sans détour.

LES GOUVERNEMENTS N'EN FONT PAS PLUS CAR ILS NE LE PEUVENT PAS, PARCE QU'ILS EN SONT STRUCTURELLEMENT INCAPABLES, PARCE QUE LE SYSTÈME AUQUEL ILS SONT LIÉS NE LE LEUR PERMET PAS.

Ce diagnostic condense les thèses que j'ai développées dans mon livre *La politique de l'Oxymore*, que je vais résumer à votre intention.

Le point de départ est ce que le philosophe Raymond Ruyer appelait un « anti paradoxe », c'est à- dire une évidence massive qui se trouve évacuée de la conscience, du fait même de cette évidence. Ainsi, nous devons tous mourir. Mais cette évidence, qui devrait irriguer tous nos actes, est insoutenable, et se trouve de ce fait reléguée la plupart du temps dans la périphérie de la conscience. Il en est de même, et au plus point, pour le constat qui devrait nous guider dans l'examen de la situation présente de l'humanité.

Ce constat, auquel nous conduit toute notre expérience, c'est que tous les systèmes psychiques, individuels ou collectifs, *tendent à persévérer dans leur être*. Nous le retrouvons au rendez-vous dans tout ce que nous observons, et il est bien difficile, dans toute l'histoire universelle, de trouver un contre-exemple. Nous le retrouvons aussi à chaque fois que nous raisonnons. Il rend parfaitement compte de toute notre expérience, et en même temps il la déborde, l'anticipe. Nous pouvons donc le prendre comme un axiome, mais un axiome bien fondé.

Si cette évidence est chassée de notre conscience, c'est que la conclusion à laquelle elle conduit est terrible quand on l'applique à notre société. Elle implique en effet que la société globalisée dirigée par le Marché *ne pourra pas se réformer à temps pour éviter le choc écologique*.

Voici en effet les thèses que l'on peut déployer à partir de cet axiome.

1) Aucune société ne renonce d'elle-même à elle-même, elle faut qu'elle y soit contrainte par une force ou une menace écrasante. Spinoza : « Aucune puissance ne s'autolimit, elle ne peut être combattue que par une autre puissance. » Or notre société n' a plus de dominateur ni même de challenger crédible. Elle ne pourra donc s'autolimiter. Elle le pourra d'autant moins qu'*elle se donne comme projet central la transgression de toutes les limites*.

2) C'est là une autre évidence : plus une société dispose de moyens pour persévérer dans son être, et plus elle tend à s'en servir ; or la société globalisée dirigée par le Marché dispose des moyens les plus considérables jamais mobilisés par une société humaine. N'ayant plus de dominateur externe, elle ne pourra se contraindre à temps et fera jouer tous les moyens dont elle dispose pour se perpétuer. Dans le domaine de l'erreur, elle peut aller plus loin que les autres, elle a les moyens - que ne possédaient pas les autres cultures - d'emmener l'humanité aux abîmes.

3) Il en découle donc qu'elle ira jusqu'au bout d'elle-même, qu'elle emploiera ses immenses ressources à différer sa saturation encore et toujours, jusqu'au seuil fatal.

En d'autres termes, la société mondialisée dirigée par le Marché tend inexorablement vers sa *saturation*. Le concept de saturation, que j'ai emprunté au philosophe Gilbert Simondon, est à prendre ici dans son sens le plus général, le plus abstrait et le plus radical : saturation des marchés, de l'espace naturel, des ressources, des moyens de communication, des fréquences, des lois, des normes, des productions culturelles, assimilées à des produits...Mais aussi saturation des psychismes et des désirs par les moyens insidieux mais démultipliés de la propagande publicitaire moderne. La saturation matérielle, écologique et économique de la planète n'est qu'un aspect de la question, il faut prendre en compte l'autre versant du problème, la saturation psychique et psychosociale. *Le pendant de la catastrophe écologique, on l'oublie trop, est une catastrophe psychique.* Là encore, on peut parier que le système ira

jusqu'au bout de sa logique. Il ira jusqu'au bout de la mise en spectacle et de la marchandisation de la vie, de la déréalisation des rapports humains, de l'influence, de la mécanisation de la pensée, de l'abstraction, de la surveillance...

C'est ici qu'intervient la question des oxymores, idée que l'on a surtout retenu de mon livre, alors que le thème central en était la saturation du monde. La logique folle du système, la faille fondamentale que constitue l'idée contradictoire d'une croissance infinie dans un monde fini, va placer la société dans un étau. Elle va contraindre la pensée collective à une sorte de fuite en avant nourrie par les moyens de contrôle psychique inédits dont disposent les sociétés contemporaines. Ma prédiction est donc que les *technologies de la communication* vont tourner à plein régime pour concilier dans l'imaginaire ce qui ne peut plus l'être que de façon temporaire et partielle dans la réalité. Depuis quelques mois, les oxymores se sont mis à proliférer. Nous avons eu pendant la crise la « croissance négative », et maintenant que l'espoir revient dans le monde de la finance, l'université d'été du MEDEF propose comme thème de réflexion la « décroissance prospère » et Claude Allègre n'hésite pas de son côté à prôner « la décroissance productive ». J'ai aussi trouvé sur un site, sous le titre « le marketing caritatif », cette phrase extraordinaire : « en France, le marché du don pèse trois milliards d'euros ». Une remarque en passant : la plupart de ces oxymores *portent un aveu implicite et un simulacre d'autocritique*. « Développement durable » : inespéré : on avoue que l'idéologie du développement ne peut durer, que plus rien de ce que nous vivons ne peut durer. « Capitalisme éthique » : stupéfiant, on concède que le capitalisme est immoral ou au moins

amoral . « Agriculture raisonnée » : incroyable, on reconnaît que l'agro-industrie est déraisonnable. « Publicité responsable » : génial, même les Casseurs de pub n'ont pu extorquer des publicistes un aveu aussi clair de leur irresponsabilité. « Commerce équitable » : superbe, on avoue que le commerce tel qu'on le pratique ( puisque rien n'a changé) spolie les nations pauvres car les dés sont pipés. « Écotourisme » : inespéré : on reconnaît que le tourisme est une sorte de dissolvant universel des cultures. Et ainsi de suite... Ces aveux seraient féconds s'ils engageaient un changement véritable. Mais dès lors que, jusqu'à preuve du contraire, leur profusion sert surtout à couvrir le *statu quo*, ils ajoutent à l'immoralité une couche insupportable de tartufferie.

Pour ramener ces considérations sur la question qui est en débat, je tiens que le capitalisme est incapable de se réformer, du moins dans des délais utiles, qu'il poursuivra sa course folle, et que le capitalisme vert dans lequel nous sommes en train de nous engouffrer est le dernier subterfuge trouvé par le système pour persévérer dans son être. Subterfuge fatal parce qu'il ancre dans nos esprits la conviction erronée que des mesures techniques permettront d'affronter la crise écologique sans modifier de façon substantielle notre mode de vie, notre rapport au monde, et sans renoncer au productivisme.

Un exemple : parmi les mesures immédiates qui s'imposent, il y aurait le bridage systématique des moteurs de voiture à 60 KMH. Cette mesure, outre les économies d'énergie considérables qu'elle permettrait de réaliser, et les dégâts humains qu'elle éviterait, aurait une haute valeur symbolique. Elle montrerait que nous ne

sommes plus abandonnés à nos pulsions, que la puissance publique a vraiment pris les choses en main. À la différence des questions épineuses comme les OGM ou l'énergie nucléaire, la mise en œuvre de cette mesure ne requiert pas des informations scientifiques qui nous font encore en partie défaut. Le seul bridage des moteurs à 120 kmh économiserait déjà par an pour la France un million de tonnes d'équivalent carbone. Si des mesures aussi évidentes se font attendre ( et probablement, se feront encore attendre pendant longtemps) c'est que nous n'avons plus un ennemi visible capable de nous y contraindre. *Et c'est aussi et surtout parce que le type d'homme façonné par le système rend sa mise en oeuvre problématique.* Après Pearl Harbour, le gouvernement américain a décidé de limiter la vitesse des voitures à 55 miles pour limiter la consommation de carburant. Les Américains se sont pliés à cette mesure par patriotisme mais aussi parce que le vertige de l'immédiateté ne s'était pas encore emparé de leur société. Aujourd'hui, la hâte qui nous dévore ferait obstacle à l'application d'une telle mesure. Comment contraindre les gens à rouler à soixante à l'heure si , dans tous les autres domaines, ils vivent dans l'instantané ? Si le TGV les propulse à 400 à l'heure ? Si un clic permet de réaliser instantanément un désir marchand ? Si Google-qui-sait-tout peut répondre immédiatement à toutes nos questions ? *Sans ralentissement intérieur, le ralentissement spatial sera problématique,* il sera vécu comme une contrainte intolérable. Pour pouvoir opérer ce ralentissement, il faudrait, comme le prône Paul Ariès, « décoloniser l'imaginaire ». Mais c'est là la chose la plus difficile qui soit, puisque cet imaginaire est maintenant planétaire. Le capitalisme n'est pas seulement un système économique, c'est un système psychique global. De ce fait,

le nouveau slogan du capitalisme vert (diminuer la pression sur la nature mais continuer d'augmenter la croissance des flux immatériels) est une double duperie : la croissance de ces flux faussement dits « immatériels » impliquera un formatage toujours plus profond de l'imaginaire, et elle réclamera dans certains secteurs comme l'énergie et les métaux rares un accroissement continu de la pression matérielle.

Réaliser un tel ralentissement n'est peut-être pas impossible, mais il faudrait un État puissant et un sens du collectif qui est précisément ce que le capitalisme tend objectivement ( et parfois cherche cyniquement) à dissoudre.

Je prends un autre exemple, une des vingt mesures proposées par Paul Ariès : le démantèlement des stations de sport d'hiver. Le simple énoncé d'un tel projet à valeur hautement symbolique suscite inmanquablement un sursaut d'indignation ou un éclat de rire nerveux, qui met à nu la quasi impossibilité où nous trouvons de vraiment prendre à bas le corps le défi écologique. Dans le contexte actuel, une telle mesure est irréalisable. À vouloir la mettre en oeuvre, à simplement évoquer sa possibilité, on mettrait déjà la société en ébullition. Or c'est le cas de la plupart des mesures proposées par Paul Ariès. Il semble donc difficile, pour ne pas dire irréalisable, au moins dans un délai de quelques décennies, de mettre en oeuvre le chantier gigantesque requis par l'urgence écologique. Sitôt que vous touchez à un secteur du système, vous touchez l'ensemble du système, qui se met à bouillonner, pour rejeter ce qu'il vit comme une agression. De plus en plus, notre société se protège par la complexité qu'elle génère. C'est là sans

doute la fonction objective des usines à gaz que l'on voit proliférer dans tous les domaines : elles tendent à gêner ou à empêcher tout retour en arrière.

On me dira que je fais à nos hommes politiques un procès d'intention. Mais je tiens, pour prendre ce seul exemple, qu'un gouvernement qui est en train de libéraliser EDF, dans le contexte actuel, ne peut être crédible quand il s'empare et se pare de la question écologique. L'État français a mis au point l'outil de production d'énergie le plus puissant et le plus avancé du monde. La communauté toute entière a supporté pendant un demi siècle le poids de ce chantier. Et voici que l'ont entreprend de brader cet outil à des intérêts privés, qui n'ont pas eu à supporter ce travail, et dont l'intérêt collectif à long terme n'est certainement pas la préoccupation dominante!

À tort ou à raison, pour le meilleur et pour le pire, EDF s'est engagé dans la voie nucléaire. Personnellement, je crois cette voie très dangereuse, car, les questions purement techniques mises à part, elle parie pour le maintien perpétuel des conditions sociales et économiques des Trente glorieuses ; or il y a très peu de chances que ces conditions ( de paix sociale, de prospérité économique, etc. ) puissent se maintenir dans les temps qui viennent. En optant pour les centrales, l'oligarchie a agi comme si la société qu'elle avait sous les yeux allait durer pendant des siècles. Les centrales nucléaires constituent donc un cadeau empoisonné pour les générations futures, qui n'auront peut-être plus les moyens de les entretenir. Et c'est la raison pour laquelle elles doivent rester dans les mains de la puissance publique, garante des moyens et de la

rationalité à long terme. Vouloir les confier à des intérêts privés et incontrôlables, c'est au mieux une mesure dogmatique et irresponsable. Mais au pire, et je pèse mes mots, c'est un CRIME DE HAUTE TRAHISON. Par les temps qui viennent, la puissance publique devra exercer son empire sur l'eau, l'énergie, les transports, la santé. Or nos dirigeants, qui semblent n'avoir rien compris, font exactement le contraire. Dès lors, que pèsent leurs proclamations écologiques devant une décision aussi lourde de conséquences ? Comment les prendre au sérieux lorsqu'ils s'emparent de la question écologique ? Comment ne pas les suspecter de récupérer à leur profit l'inquiétude écologique ?

On objectera que je prends un pari, et que je ne peux pas prouver ce que j'avance, à savoir que le capitalisme est une tendance trop lourde et trop profonde pour pouvoir se métamorphoser dans des délais aussi brefs, et que sa conversion à l'écologie n'est qu'une manœuvre de récupération destinée à préserver ses intérêts à court terme. En affirmant cela, je pose là un axiome. Mais ceux qui estiment que le capitalisme est capable de surmonter la crise écologique en font autant et se trouvent dans la même situation. Avec toutefois une dissymétrie dans les arguments. Je raisonne en fonction du plus probable. Les tenants du capitalisme attendent au contraire une sorte de miracle. Ils croient ou font semblant de croire que, pour la première fois dans l'histoire, une société disposant de moyens considérables sera capable de renoncer d'elle-même à elle-même. Je tiens pour ma part que ce raisonnement est inadmissible, parce qu'on ne joue pas au poker avec le destin de l'humanité.

C'est le sens du pessimisme que j'affiche. Il est de méthode. Il a deux fonctions : indiquer ce qui se passera le plus probablement si nous ne changeons pas de façon de vivre et de penser. Et exercer une pression morale sur les décideurs. Les choses étant ce qu'elles sont, nous devons toujours suspecter par principe de méthode que les Maîtres du monde chercheront d'abord à servir leurs intérêts à court terme. Contre la puissance inexorable du capitalisme, les intellectuels n'ont que des idées et des valeurs à opposer. C'est pourquoi ils doivent en retour être impitoyables et se garder de toutes les illusions de consensus. Ils doivent se méfier des propositions de dialogue, des ouvertures généreuses, des unions sacrées, qui, de façon récurrente, servent les intérêts dominants en désamorçant les véritables contestations.

En résumé, je pense donc qu'il faut considérer *a priori* le capitalisme vert comme une pente dangereuse, voire fatale, et agir en conséquence, tant que la démonstration du contraire n'aura pas été strictement apportée sur une durée suffisante, si jamais elle peut l'être.